

St Nazaire:
au proces des
jeunes de
Kerlede :

LA

DELINQUANCE?

UNE LEGITIME DEFENSE!

SOMMAIRE

QUARTIER

Kerlédé - une défense politique de la délinquance p. 3-8

FEMMES

Dubigeon - à propos de la garderie..... p. 9-10

Les Chômeuses s'organisent..... p. 10

Calendrier..... p. 11

S. VEIL, une visite courtoise..... p. 11-12

OUVRIERS

Les cadences... à la carte et au menu..... p. 13-14

Boîtes de nettoyages - salaire et travail :

ça peut s'améliorer..... p. 15-16

CULTURE

La culture à Rezé et la bureaucratie
municipale..... p. 17

ARMEE

Renvoyeur de livret..... p. 17

ENVIRONNEMENT

L'urbanisme démocratique ?..... p. 18-19

PRESSE

Apropos de la une..... p. 20-22

BANDE DESSINEE

Le compte-rendu qui c'est qui le fait ?.....

calendrier

JEUDI 3 NOVEMBRE

-Réunion femmes chômeuses 20h30
au café "le Sélect" rue du Château
à Nantes.

-M.J.E.P. St-Nazaire soirée sur
le terrorisme à 21h.

VENDREDI 4 NOVEMBRE

-Réunion femmes-groupe maternité
20h30 (contacter René Livet 14,
place Viarme à Nantes)

-Emission Radio Libre-19h30 sur
101 mgh en M. de Fréquence

SAMEDI 5 NOVEMBRE

-Expo sur le racisme à la Mairie
de Nantes - M.J.E.P. de St-Nazaire
folk avec le groupe Djboujep....
chansons de la mer.

DIMANCHE 6 NOVEMBRE

-Mutualité à Paris - rassemblement na-
tional Humanité Rouge

MARDI 8 NOVEMBRE

-Réunion du C.R.I.N. Est-information et
montage diapos 20h30 au Centre Social de
la Bottière

MERCREDI 9 NOVEMBRE

-Expo. sur le racisme à la Mairie de
Nantes

JEUDI 10 NOVEMBRE

-Femmes-groupe viol 20h30 (contact
René Livet - 14 Place Viarme Nantes)

-M.J.E.P. St-Nazaire film "L'Affiche
Rouge" (un épisode de la Résistance)

Kerlédé

une defense politique de la delinquance

Nous avons déjà présenté dans l'APL N° 2 le problème du Centre Social de Kerlédé (Saint Nazaire) : "La délinquance, une légitime défense".

Rappelons brièvement les faits. Pendant six mois (janvier - juin 1977), les jeunes de Kerlédé décident d'habiter jours et nuits dans le centre social. Outre, les évolutions intéressantes qui se produisirent dans le groupe : "Nous avons pris conscience de notre situation de femmes... On a remis en question nos rapports avec les mecs" etc... ; les jeunes auront de bonnes relations avec le "Troisième Age" et provoqueront des réunions publiques sur leurs problèmes, en partie pour lutter contre les rumeurs et la réprobation d'une partie de la population.

Durant cette période, les jeunes, se mirent à voler tant par nécessité que par désœuvrement.

Et bien sûr, ils furent arrêtés et emprisonnés. En prison, les jeunes revendiqueront leurs gestes et feront des grèves de la faim.

Voici maintenant, l'histoire du procès.



PROCÈS AU TRIBUNAL

CORRECTIONNEL de S^t NAZAIRE

Vendredi 17 H à Saint Nazaire, un tribunal correctionnel bourré. De 150 à 200 jeunes, dont une majorité de filles l'emplissent.

C'est le procès des 9 inculpés du Centre de Kerlédé dont 4 sont

emprisonnés depuis mai 77.

5 autres mineurs pour la même affaire passeront au tribunal pour enfant le 9 novembre.

Une classe et son prof sont là, (dans le cadre des 10 % ?), plus bien d'autres lycéens et jeunes. Les parents de tous les jeunes inculpés sont là, d'accord ou pas d'accord.

Dans le tribunal, il faudra attendre plus de 2 heures avant que l'affaire ne passe.

C'est ainsi qu'on pouvait surprendre toutes sortes de conversations : une personne s'adressant à trois jeunes :

■ Lui : "C'est vos copains ?"

— Les trois jeunes : "Ouais".

■ Qu'est ce qu'ils ont fait ?

— Des vols, différents choses.

■ Ils ont volé des 2 CV non ?

— Ouais.

■ La mienne ?

— (Les jeunes rigolent) : lui aussi.

■ Vous savez, je m'en fous. Et d'ailleurs ça ne m'a pas beaucoup gêné.

— Vous l'avez retrouvée ?

■ Ouais.

— Entière ?

■ Non ! Les flics m'ont donné les noms des gars, mais qu'est ce que ça peut me faire !

Une des personnes victimes des vols, au moins, comprend le problème du chômage, et de la vie des jeunes qui n'ont rien, et ne les accuse pas.

Le procès démarre avec un récapitulatif de ce qui est reproché à chacun des jeunes.

- la première affaire concerne différents vols de 2 CV et de nourriture surtout dans des écoles (Michelet, CET).

- la deuxième affaire concerne le cambriolage du supermarché "L'Océan" en mars dernier, pour 7 500 F.

Les inculpations vont du recel aux vols et détention d'armes.

LES JEUNES

et LEUR MORALITÉ

- Le juge : "Votre niveau scolaire ?"
- Patrice : "BEPC".
- Le juge : "Votre travail ?"
- Patrice : "Gardien chez SECURITAS".
- Le juge : "Avec votre bagage intellectuel, vous auriez pu faire autre chose que gardien !"

Des sifflements fusent dans la salle, qui reprendront de plus belle quand le juge réinsistera : "Vous n'auriez pas pu consulter un psychologue".

Les jeunes sont soit au chômage, soit soudeur pour l'un, pêcheur, gardien à la SECURITAS, marins de commerce.

QUESTIONS AUX JEUNES SUR LE CENTRE SOCIAL

- Le juge : Qu'avez-vous fait dans cet endroit public ?
- Ce qu'on avait à y faire !
- Le juge : Les boissons que vous voliez où les buviez-vous au centre ? Vous étiez livrés à vous mêmes ou sur la surveillance de quelqu'un ?
- Il y a eu plusieurs mois sans éducateur.
- Le juge : Vous avez fait certaines choses sous contrôle ?
- Mais nous avons plus de 18 ans !
- Le juge : Depuis les locaux ont été remis à l'Etat, il y a un nouvel animateur ?
- C'est fermé !
- Le procureur : Il y avait hier soir une réunion du conseil d'administration pour la réouverture le 20 octobre !

Le procureur demande s'il y a des victimes dans la salle. Elle sont quatre.

— La première est un monsieur qui s'est fait volé une Simca 1 100 et une 4 L.

Le juge lui dit qu'elles n'apparaissent pas dans le dossier.

- Oui, mais j'ai retrouvé des papiers de caramel en retrouvant la voiture.

- Vos voitures ne figurent pas

dans ces listes ?

- Non.

- Bon, alors... Au suivant.

— Un couple, dont lui est électricien plombier s'est fait voler son matériel.

Mais, dit-il :

- les gars, je leur en veux pas, je voudrais seulement me faire rendre les outils et rembourser ce que j'ai dû refaire sur la voiture.

— Pour la troisième victime :

- Adressez-vous aux assurances, pas au Tribunal.

— Pour la quatrième victime : procuration pour le collège technique de Saint Louis.

— En ce qui concerne l'affaire de "L'Océan", les jeunes, tout du long affirmeront que revendre ne les intéresse pas. Qu'ils volent seulement pour leurs besoins : "de la bouffe et des fringues", répétera Tinière, l'avocat.

— Finalement, le juge en viendra à dire :

- Pour les vêtements et la nourriture, c'est d'accord, mais pourquoi avoir volé des chaînes...(Hi Fi).

LES TÉMOINS

un jeune chômeur et une femme n'auront pas la parole...

MAUDRY - maire adjoint P.S. de Saint Nazaire, psychiatre, responsable des relations avec les jeunes et des M. J. et centres sociaux.

Il s'est toujours prononcé contre la fermeture du centre : "Si vous fermez le centre, ce sera catastrophique pour les jeunes".

Il expliquera l'organisation des centres sociaux. Et la position qu'il a eue lui et la municipalité au long du conflit : "Nous avons appelé les gens du quartier à reprendre le centre social. Toute action de prévention dans le système actuel est voué à l'échec (politique du Conseil général : on souhaite faire taire les jeunes et les remettre dans le droit chemin).

Il citera l'affaire des éducateurs

de Fleury Mérogis.

"Nous souhaitons le dialogue et non la répression : dans le box devraient être les véritables responsables d'1 million 600 000 chômeurs !"

(Applaudissements).

- Le juge : pas de politique !
- Le procureur : Nous sommes au tribunal pas à l'Assemblée Nationale !

LA C.F.D.T.

Elle a délégué un chômeur, qui ne pourra parler, le juge jouant sur le fait qu'il ne connaît pas personnellement les inculpés.

- Le procureur : Maître Tinière a déjà défendu des voleurs et jamais il n'a fait venir tant de témoins ! Cette affaire là est sans doute plus politique.
- Tinière : Le dossier fait état de coupures de presses. Je veux qu'on s'explique là-dessus.

Bref, le jeune chômeur CFDT ne pourra témoigner.

LA C. G. T.

Il démarre très vite et parle de l'U. L. Il est âgé. Il pourra faire son témoignage.

Il témoigne du chômage des jeunes, de la responsabilité de la société.

"La place des jeunes n'est pas une prison mais avec leurs aînés pour lutter contre cette société."

LA C. S. C. V.

Syndicat du cadre de vie, principale association à soutenir les jeunes.

Une femme qui démarra très vite mais se fera couper par le juge : "nom adresse, profession".

"Recommencez votre témoignage, levez la main droite et dites je le jure".

- Le juge : connaissez-vous les inculpés ?
- L'avocat : Des tas de gens ont témoigné pour vous sans connaître les inculpés. C'est au dossier.

Dans la salle : "oui".

- La femme : Oui.

- Le juge : Ce n'est pas moi qui vous ai convoquée.
- La femme : (Elle commence pour la troisième fois son témoignage).

Le juge sort. Ces deux assesseurs le suivront peu après quand ils auront réagi.

Et du fond de la salle, s'adressant aux inculpés, on entendit :
"Barrez-vous les mecs, y' a plus de juges !"

A 17 H 15, les juges reviennent.

DURUPT

Animateur de la M. J. E. P. de Saint Nazaire.

- Le juge : vous avez la parole.
 - Témoignage en faveur des inculpés qu'il connaît pour fréquenter les M.J. où, dit-il, les locaux ne sont pas conçus pour accueillir les jeunes.
 - Il y a toutes sortes de jeux divers, d'accord, mais les jeunes ne sont pas chez eux pour autant.

C'est pourquoi, ils s'emparent de l'équipement, puis, "qui n'a pas commis ce genre de délit ? Si se sont des délinquants, je serais avec eux car je suis un délinquant".

- Le juge : Vous n'êtes pas là pour manifester.

UN ANIMATEUR DE BAUREGARD.

- Le juge : Vous avez la parole.
 - "Les boîtes d'intérim se servent des Centres Sociaux pour lancer leurs offres d'emploi alors que se sont des institutions sociales sans but lucratif.

Les gens eux ne volent pas pour revendre. Ils ont seulement la volonté de vivre ensemble, la volonté de s'évader des cités où ils n'ont pas de place.



on va s'faire un flipper gratuit pour le quartier en bridant c'truc inutile.

"La volonté de se faire reconnaître. Ils ne font rien en cachette. Seulement, ils aspirent à une vie autre et plus communautaire. Il ne faut pas réprimer ça."

Là, le procureur se met à interroger le témoin comme un inculpé...
Intervention rapide de Tinière.

YVES AMETTES

Médecin à Saint Nazaire.

• Le juge : Qu'avez-vous à dire sur cette affaire. Des faits précis.

• "J'ai fait des examens sur les jeunes, à l'hôtel de police, à la demande des familles.

Ca a été accordé, à condition qu'il y ait deux agents de police et que je donne le double des certificats médicaux. J'accepte ces conditions.

Or, j'ai eu la surprise de voir utiliser dans la presse mes certificats médicaux disant qu'il n'y avait rien d'anormal autres que quelques contusions et la gâle d'un des gars.

Or, ces certificats, qui n'auraient pas du paraître dans la presse par le canal de la police, ont été utilisés pour justifier la fermeture du Centre Social de Kerlédé.

De plus, je voudrais ajouter que la gâle est présente sur tout le territoire de Saint Nazaire et en France et que les pouvoirs publics n'ont rien fait contre ça sur notre demande."

MARIE HERIN

Mère de Patrick Herin, l'un des gars inculpés mais pas emprisonné.

"Si mes enfants en sont arrivés là, c'est parce qu'ils sont sans travail.

Mon mari a été lui-même hospitalisé parce que sans travail et démoralisé.

J'ai 19 F. par jour pour vivre avec les deux enfants. J'ai fait 40 H de ménages par semaine jusqu'au 31 décembre.

Ca fait deux ans que je devrais être moi-même opérée et j'attends faute d'argent pour faire vivre tout ça.

Mes enfants sont compréhensifs, ils comprennent la souffrance."



LE PROCUREUR

"Les témoins devaient apporter des témoignages sur les faits, en fait, c'est un discours contre la société.

Le tribunal est très bien informé sur ce que les jeunes inculpés aujourd'hui rencontrent (comme quoi l'information !).

On pourrait transformer toutes les affaires pénales ainsi. C'est une affaire de droit commun. Si la défense plaide pour la censure du gouvernement, c'est que sur le plan pénal, elle n'a pas grand chose à dire pour défendre ces inculpés.

J'ai été atterré par les réactions de la salle à la vue des victimes..

Les centres sociaux sont importants et ceux qui les gèrent méritent le respect pour le résultat positif de leur activité, mais aussi pour Kerlédé de graves critiques doivent être formulées.

Nous avons des témoignages de gens qui y venaient souvent et qui ont fait bien des appels à la Mairie (femmes de ménage)..

Mr Perron, animateur, démissionne en avril pour une raison que je ne connais pas.

Pourtant le conseil d'administration laisse marcher la maison avec des animateurs bénévoles pour chaque activité.

Le témoin du conseil d'administration n'a pas su dire le nom d'un seul animateur bénévole !

Le conseil d'administration prend des mesures comprenant la situation. Il y aura des heures de fermeture... non respectées bien sûr, puisque tout le monde avait les clés.

Les photos au dossier montrent un important délabrement matériel.

D'où bien sûr, un délabrement moral. Dans le Centre, on a trouvé les auteurs de nombreux vols et beaucoup de choses volées.

La prison est accusée d'être une école du crime où on ne peut faire que des A-sociaux (lettres ouvertes parues dans la presse).

Mais en lisant les témoignages dont ceux de certains parents je me pose la question : où est l'école du crime ou forme-t-on les A-sociaux ? Et pourtant les jeunes n'avaient pas besoin de cela, leur situation leur suffisait...

Tout n'est peut-être pas perdu avec un vrai soutien éducatif et non en les soutenant dans la délinquance."

- LA DÉFENSE

Il remarque que le procureur vient lui-même de faire une analyse, un réquisitoire politique au tribunal.

Sur l'affaire de "L'Océan".

"Les armes ont été rendues. Je les ai amenées au parquet.

Un quart d'heure plus tard, la police m'interroge alors que je n'avais rien à dire sur un de mes clients.

Alors, le procureur téléphonera pour me demander pourquoi je n'ai pas répondu à la police. Les journalistes m'interrogent après.

Qui leur avait dit ?

Vous avez là des garçons et des filles qui ont réfléchi, ils se sont présentés eux-mêmes spontanément, c'est la première fois que je vois ça en cinq ans.

Ils sont allés plus loin, eux. Ils ont organisé des réunions au Centre Social, eux-mêmes, qui avaient commis un vol à "L'Océan".

Ils nous ont fait réfléchir. C'est pas parti d'éducateurs, ni d'organisations syndicales, c'est parti d'eux.

C'est nouveau et nous devons

continuer avec eux.

Ce n'est pas le vol ^{pour} gagner, pour revendre. C'est le vol pour vivre.

Le directeur de "L'Océan", le reconnaît, le plus important, c'était "la bouffe et les fringues" rien que des choses simples comme disent les jeunes : quand on va se présenter à un emploi, on regarde comment on est habillé.

J'aurais souhaité que vous entendiez le jeune chômeur de la CFDT. (il lit le témoignage) :

"42 % des chômeurs ne perçoivent pas un sou."

La CSCV, elle aussi voulait dire à votre tribunal ce que les jeunes ont organisé à Kerlédé en imitant ce syndicat. C'est comme ça que nous avons été amenés à réfléchir sur le sujet."



" Je vais les prendre un par un, ce que vous n'avez pas fait Mr le Procureur..."

1 - Joël, quatre mois de détention provisoire pour le vol d'une voiture.

C'est un peu beaucoup pour si peu. Ce n'est pas normal, on ne peut que s'insurger.

2 - Jean Pierre : arrêté sur son lieu de travail, sur son charriot élévateur.

Quand on a été arrêté sur le chantier où l'on travaille, on ne s'y présente plus.

Pour lui : détention provisoire pour être monté dans une voiture volée, en plus, il a volé quatre seaux et des conserves !

3 - Philippe : pour une voiture : trois mois passés en détention provisoire.

4 - Patrick : il a fait un autre choix que ses études en effet. Il est gardien pour la société SECURITAS au supermarché "L'Océan".

Puis, on lui demandera à 17 ans d'être gardien de nuit, alors qu'il refuse, on le menace : d'où son accord.

Je dépose une plainte et je

souhaite qu'il n'y ait pas deux justices.!"

— Il rappelle également ce que le médecin est venu témoigner.

"Comment se fait-il que la police communique à la presse de tels papiers. C'est une atteinte à la vie privée.

Je porte cela à votre connaissance.

Je ne demande pas la charité, je souhaite de la part de votre tribunal une grande justice pour ces jeunes.

- EN DELIBERÉ -

Le jugement a été rendu le vendredi 28 octobre.

- LE VERDICT

• Pour l'affaire du supermarché de "L'Océan" : des peines de prison avec sursis de trois à cinq mois.

• Pour l'affaire des voitures volées, une seule peine avec sursis, mais toutes les peines fermes sont couvertes pas la préventive.



Dans le département, c'est la deuxième grande affaire concernant les jeunes des quartiers populaires et leurs difficultés à vivre, qui passe en justice.

La première affaire concerne Léon, éducateur aux Dervallières à Nantes, qui emmenant des jeunes en week-end à Conquereuil avait laissé les filles et les garçons s'organiser et leur avait fourni des préservatifs.

Sur la soi-disant plainte d'un parent d'une des filles qui était à Conquereuil, Léon fut inculpé d'excitation de mineurs à la débauche.

Au procès de Léon, des jeunes sont venus soutenir les éducateurs malgré que ces jeunes pensaient eux

mêmes "Quand nous, on passe au Tribunal, y'a pas tout le monde pour nous soutenir".

Dans cette deuxième affaire des jeunes revendiquaient le droit de voler pour manger et s'habiller, il revendiquent de s'appropriier le centre social, ils revendiquent leur liberté sexuelle.

Pourquoi sur ces points, les jeunes ne sont-ils pas soutenus par aucun mouvement des travailleurs sociaux.

Où sont donc tous ces cars venus de tant de villes pour soutenir l'affaire Léon ?

????????????????

Jeudi 27.10.77, 18h30

Education physique sacrifiée, Education mutilée.

Plus d'une centaine d'élèves, de surveillants, parents et professeurs (dont ceux d'Education physique et Sportive, unanimes) du Lycée des Bourdonnières de Nantes, ont manifesté ce soir (jeudi) sur la deuxième ligne de pont et se sont rendus en tenue de sport, en vélos, en patins à roulettes... à la M.A.N., sur l'île Beaulieu, où ils ont tenu une sorte de "meeting sportif" devant le siège de la Direction régionale Jeunesses et sports.

Le but de cette manifestation était de protester contre le sabotage de l'enseignement d'E.P.S. : pour 1 200 élèves, le lycée n'a que 2 enseignants 1/2 (selon les normes, il en faudrait 7!) et au CET, une classe également n'a pas du tout de gymnastique.

Les manifestants ont symboliquement occupé le terre-plein de la MAN où ils ont joué au ballon, à saute-mouton, à la course etc. avant de se séparer en envisageant d'autres actions si le scandale de l'EPS sabotée ne cesse.

Ils tiennent à préciser que réclamer de la gymnastique à l'école, ce n'est pas réclamer une formation à l'exploit et à la compétition. C'est au contraire exiger qu'à l'école puisse être revendiqué pour tous le libre accès aux expressions du corps.

Les participants - élèves - parents - surveillants professeurs.

DUBIGEON, A PROPOS DE LA GARDERIE (début)

Mercredi dernier avant le début de la manifestation place du Commerce, un tract distribué par des femmes du "groupe Femmes Santé" créa un incident avec des femmes de la C.G.T. (voir ci-dessous).

Je vous écris quelques remarques car je suppose que vos reporters à pied et en vélo ont laissé trainer leurs longues oreilles ce jour-là.

Je garde l'anonymat et je vous demande de me le conserver parce qu'à l'heure actuelle à NANTES la tendance parmi beaucoup de filles est à s'empailler sur des questions de personnes.... et ça gâte la réflexion.

Préambule : il faut bien se dire que de toute façon la C.G.T. râle après toutes les initiatives qui ne sont pas à en-tête de l'intersyndicale. Le tract rose "Nous, les femmes des grevistes de DUBIGEON" n'a pu échapper à cet en-tête que grâce à une bagarre obstinée de quelques femmes et le compromis d'accord fut la signature "tract rédigé par les femmes de grevistes C.G.T., C.F.D.T. de DUBIGEON.

Rapelons le déroulement des faits : le samedi soir à Basse-Indre, lors du gala de soutien, des femmes de grevistes lancent un appel à l'action et proposent aux femmes de grevistes de se retrouver le mercredi suivant à l'usine. Des filles leur proposent leurs services pour garder les enfants et expriment par là leur solidarité de femmes. Elles le font effectivement, dans une grande pièce où en gros la plupart des hommes s'occupent d'autres choses et certains qui jouent aux cartes n'aiment pas que les moufflets viennent trainer entre leurs jambes et font des réflexions ou des plaisanteries quand les enfants échappent à leurs "nounous".

Huit jours plus tard, alors que tout le monde est réuni place du Commerce, les femmes du "G.F. Santé" distribuent un tract intitulé "Sortons

de l'ombre" (un titre qui fait assez taupe rouge), qui leur est pris par des femmes de la C.G.T.

Alors je pose quelques questions avec dans l'esprit que la C.G.T. s'oppose systématiquement à toute initiative qui ne sort pas de son giron.

- vous avez choisi, vous, de garder les enfants et de le faire d'une façon non-mixte ? (vous n'êtes pas venues avec des copains hommes),

- vous n'avez pas choisi d'engager un débat large avec les femmes de DUBIGEON le premier mercredi ou le second ? (par exemple après le repas prévu),

- vous n'avez pas non plus engagé le débat avec les hommes de DUBIGEON ? Vous auriez à coup sûr été soutenues par quelques hommes connus et le débat aurait pu avancer,

- vous aviez averti les femmes les plus actives de DUBIGEON que vous faisiez un tract sur les raisons de votre solidarité mais pas sur votre malaise ?



Alors, ce tract, distribué huit jours après place du Commerce, c'était pour vous montrer ?

Et les femmes les plus actives se sentaient-elles les épaules assez solides après leurs bagarres à elles contre la C.G.T. pour le soutenir ?

Marie-France

DUBIGEON, A PROPOS DE LA GARDERIE (suite)

A DUBIGEON, mercredi 19 octobre, six femmes du groupe santé sont allées garder les enfants pendant que les femmes des grévistes se réunissaient.

En gardant les enfants, nous nous sommes senties considérées comme les nourrices du moment, reléguées une fois de plus dans notre rôle de femmes.

La garderie aurait pu être prise en charge collectivement avec les travailleurs présents. Le problème de la garderie des enfants c'est aussi le problème de l'insertion des femmes dans une lutte.

A DUBIGEON, c'est la lutte des travailleurs contre leur exploitation, la lutte des hommes. Habituellement que veut dire le mot "lutte" pour les femmes de travailleurs :

- l'argent en moins et il faut nourrir toute la famille!
- Supporter la charge des enfants, les soucis quotidiens !
- être seule à la maison, pendant que le mari lutte, l'impression de subir les conséquences matérielles de la grève, sans être partie prenante de la lutte.

LES FEMMES DE DUBIGEON N'ONT PAS VOULU CA

Mercredi 19 octobre elles se sont réunies pour discuter, brisant ainsi leur isolement.

Que nous soyons travailleuses ou femmes au foyer, il est difficile pour nous d'être réellement actives dans une lutte : c'est toujours à nous de prendre en charge les tâches ménagères, la garde des enfants, d'assumer notre rôle de femme.

Nous avons assuré la garderie ce mercredi : pourquoi ?

- Travailleuses de la santé, nous luttons contre notre exploitation, et en cela, nous sommes partie prenante de la lutte des travailleurs de DUBIGEON.

- Femmes, nous sommes solidaires des femmes de grévistes dans leur volonté de s'affirmer et de s'organiser dans la grève..

Groupe Femmes Santé

Les chômeuses s'organisent

A la dernière réunion du Mouvement des Femmes de Nantes, s'est mis en place différents groupes :

- Groupe d'Entreprise
- Groupe de quartier
- Groupe Avortement Contraception...

Nous, quelques copines, on essaye de mettre sur pied un groupe femmes chômeuses.

Ce n'est pas facile ! Car n'ayant pas d'insertion sociale, nous sommes complètement isolées aux quatre coins de la ville ; les seuls moments où l'on peut, peut-être, se croiser, sans se connaître, c'est aux heures de pointage à l'A.N.P.E.

Pour rompre cet ISOLEMENT et pour faire FACE à nos problèmes spécifiques en tant que Femmes et en tant que Femmes Chômeuses, nous appelons à une réunion le jeudi 3 novembre à 20h30 (lieu du rendez-vous) Café le Sélect rue du Château. Pour voir ce qu'il est possible de faire ensemble et d'organiser nos éventuelles perspectives de lutte.

des Femmes Chômeuses

LES FEMMES DU WEEK-END...



Le week-end dernier 22 - 23 - 24 - 25 octobre, une action a été menée par un groupe de Femmes à propos du refus de l'ouverture du 2ème centre d'avortement et de contraception ainsi que de la venue de Simone Veil à Nantes.

Un tract bilan a été tiré, que nous avons choisi de ne pas publier pour l'instant.

- les femmes du week-end -

Menu du mois

Réunie jeudi 20 octobre, la coordination des Femmes de Nantes propose les groupes de travail suivants aux femmes intéressées :

- groupe entreprises : jeudi 17 novembre à 20 H 30, Fraternité Protestante.
- groupe enseignement primaire : mercredi 16 novembre à la Fraternité Protestante.
- groupe viol : jeudi 10 novembre à 20 H 30.
- groupe homosexualité : dimanche 23 octobre 14 H 30.

Pour l'information concernant le lieu de ces réunions, (3 seulement sont à la Fraternité Protestante), prendre contact avec :

Renée LIVET, 14 place Viarme à Nantes.

Il existe d'autres groupes : groupe quartiers, maternité, sillon de Bretagne, femmes chômeuses.

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

Le 15 novembre à 20 H 30
à la Fraternité Protestante

A l'ordre du jour :
- bilan de l'action du week-end ;
- bilan des groupes de travail.

SIMONE VEIL : UNE VISITE COURTOISE ...

Simone VEIL dont les sondages d'opinion donnent comme la personnalité politique la plus populaire, était en visite dans la région nantaise, le lundi 10 octobre. Cette ministre femme a été particulièrement bien accueillie : deux manifestations ont eu lieu : une au centre des Thébaudières, l'autre à l'hospice de Vertou.

Le "comité d'accueil" était formé des syndicats de la Santé CFDT, interco CFDT, de l'enfance inadaptée CGT, des travailleurs sociaux en grève et bien sûr, les forces de l'ordre et les officiels.

Aux Thébaudières, Simone VEIL avait un torticolis. Elle n'a vu que les 150 gosses qui étaient là pour l'accueillir, par contre, elle n'a pas pu tourner la tête du côté de la cinquantaine de manifestants qui avaient

quelque chose à lui dire. Pourtant, parmi ces manifestants, il y avait le personnel des Thébaudières en grève, qui scandait des mots d'ordre comme : "Simone, tu veilles sur le capital, tu t'en fous du social".

Peu de temps après, c'est l'arrivée à l'hospice de Vertou (elle devait visiter la 2ème tranche de l'hospice) où se trouvent déjà 300 manifestants.

Là aussi, Veil refuse de recevoir une délégation, aussitôt, une bousculade se produit, et ce sont les gardes mobiles (une centaine) qui s'interposent entre les manifestants et la ministre.

La manifestation essaie aussi de la suivre à la Mairie de Vertou, où



elle devait être reçue. Mais les forces de l'ordre bloquent la place, quelques échanges de coups, une banderole arrachée. En fait, beaucoup de flics pour une manifestation pacifique. Un responsable C.F.D.T. santé, demande aussitôt la dislocation de la manifestation, mais la plupart restent sur place. Veil, après l'apéritif, s'engouffre très rapidement dans une voiture, qui démarre sous la huée des manifestants.

Ce que l'on peut remarquer, c'est que la "libérale" Simone Veil, n'a même pas voulu recevoir une délégation pourtant les syndicats avaient plein de choses à lui dire. Par exemple, ceux des Thébaudières qui protestaient contre "le caractère artificiel d'une telle visite" pour eux :

"comme d'habitude, il s'agit :

- de faire admirer "le chef d'oeuvre architectural" des batiments, en évitant de signaler que ces batiments ne correspondent pas aux besoins des élèves,

- de faire apprécier également les réalisations musicales ou travaux manuels de nos élèves les plus doués en évitant de parler des autres".

Alors que des problèmes plus importants pourraient être abordés comme l'emploi des handicapés "beaucoup d'handicapés visuels se trouvent sans emploi après leur formation professionnelle non par manque de qualification, mais à cause de l'incompréhension des employeurs et du désintérêt des pouvoirs publics. Il faut en effet savoir que "les entreprises sont tenues à embaucher des han-

dicapés à raison de 3% de l'effectif de leur personnel. Mais le législateur n'a pas précisé le degré de l'handicap, si bien qu'un ouvrier ayant le bout du doigt coupé est considéré comme handicapé".

Mais les syndicats avaient aussi à poser de nombreuses revendications concernant les vacataires, la loi d'orientation, la loi hospitalière, la politique sociale... et le projet G.A.M.I.N. Ce dernier projet prévoit le fichage sur ordinateur de tous les enfants à problèmes, bien sûr, Veil avait déclaré début octobre, qu'elle était consciente d'un "certain" danger que présentait l'utilisation de l'informatique, les syndicats étaient venus lui dire qu'il présentait un "danger certain".

exposition sur : LE RACISME

samedi 5 novembre
mercredi 9 novembre

à la mairie de Nantes, sur le thème :
où commence le racisme ?

le M.R.A.P.

LES CADENCES ... à la carte et au menu !

Dans la restauration, c'est très particulier. C'est un des derniers endroits où subsistent des choses telles que la semaine à 50 heures, les heures supplémentaires obligatoires et payées uniquement dès la 46ème heure, des amplitudes de 12, 13 et même 14 heures, des heures de nuit et de dimanche non payées ainsi que des jours fériés tels que le 1er Janvier, la Toussaint, le 1er Novembre non reconnus.

CHEZ MARIOTT

C'est à peu près le tableau réjouissant qui attend les chômeuses qui se font embaucher chez MARIOTT cafétéria du centre Beaulieu. Qu'en pensent les employés de MARIOTT ? il suffit de les voir pour savoir qu'elles n'en sont pas spécialement satisfaites.

" Vous avez l'air fatiguée ?

■ Et pour cause, je suis arrivée ce matin à 11 h 30, j'ai arrêté à 17 h 30 pour reprendre à 18 h 30 et j'en ai pour au moins jusqu'à 23 h 30. Vous n'avez qu'à compter le nombre d'heures de présence que cela fait.

- Cela fait donc 12 heures. Vous les avez passées ici ?

■ On n'a pas le choix, c'est pas avec une heure de pause qu'on peut se permettre de rentrer chez soi surtout quand on habite loin d'ici.

- Oui, évidemment. Mais enfin, on peut dire que vous avez la consolation de gagner votre vie de façon quand même assez confortable ? Même si les horaires sont abusifs ?

■ Justement, c'est même pas le cas. Sur 12 heures à la boîte, il faut enlever 1 heure ($\frac{1}{2}$ heure par repas) et 5 minutes à chaque habillage et déshabillage, soit en fait $4 \times 5 = 20$ minutes. On perd donc 1 h 20 par jour, cela fait à peu près 13 F par jour. Il reste seulement 10 h 30 de travail.. Les 15 premiers jours, j'ai effectué 78 h en 2 semaines, soit en moyenne 39 h par semaine et j'ai gagné 650 F. C'est quand même pas terrible; d'autant plus que si on y regarde de plus près, j'ai passé en moyenne $39 + 7 \text{ h } 30 = 45 \text{ h } \frac{1}{2}$ à la boîte.

- Mais y a-t-il un syndicat chez MARIOTT ?

■ Oui, mais il a bien du mal à s'organiser, d'abord parce qu'on n'est que 30 employés, ce qui n'est pas suffisant pour qu'il y ait section syndicale et ensuite parce que le personnel change à une vitesse telle que c'est bien difficile pour les délégués de réaliser une action efficace.

- Qu'entendez-vous par une action efficace ? Parlez-vous de grève ?

■ Oui, à vraiment parler c'est une grève qu'il faudrait, mais c'est bien dur de la faire.

- Pourquoi cela ?

■ parce que tout simplement, le personnel est assez récent et qu'on est employées, pour la majorité, pour une période d'essai de 2 mois, ça veut dire que même sans motif le patron peut nous virer sans aucun préavis.

- Avez-vous déjà tenté quelque chose ?

■ Oui, il y a eu une réunion du personnel afin qu'on se mette d'accord sur la façon dont on doit réagir. Le nombre qu'on était a bien indiqué la volonté de lutter des filles.

- Combien étiez-vous ?

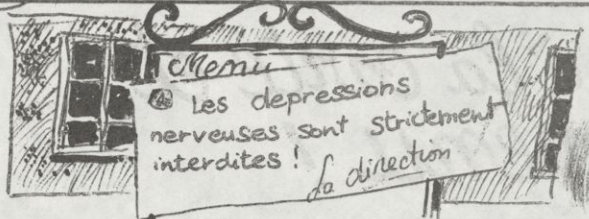
■ 26 sur à peu près 30 (ou 33 employés je ne sais pas exactement)

- Depuis combien de temps cette cafétéria est-elle ouverte ?

■ Depuis 2 ans $\frac{1}{2}$ et rien n'a changé depuis le début surtout à cause du manque d'unité du personnel (dûe au changement fréquent du personnel)

- Et la direction, comment se comporte-t-elle avec vous ?

■ On est des chiens, c'est flagrant. On peut être en repas ils viennent nous chercher jusque chez nous quand ils manquent de personnel, et ça arrive souvent. Je les ai même vu aller chercher une fille qui avait des piqûres pour les reins.



- Comment expliquez-vous ces absences de personnel qui d'après ce que vous dites sont fréquentes ?

■ Les filles en ont marre, elles font des dépressions nerveuses, de l'hypertension ou évanouissement, ou alors elles prennent des congés maladie parce qu'elles sont fatiguées. On peut pas les blâmer, je les comprends mais c'est dommage que les solutions individuelles priment sur les solutions de groupe.

- La fatigue est surtout due au nombre important des heures ?

■ Entre autre, mais il n'y a pas que ça qui rentre en ligne de compte, il y a aussi la polyvalence.

- La polyvalence ?

■ Oui, c'est ce qui permet à une fille qui est en salle (ramassage des plateaux) de nettoyer le buffet (présentoir) quand elle a nettoyé la salle et de laver la plonge quand elle a fini le buffet. Elle a donc occupé 3 postes en même temps au cours de la journée.

- Après votre réunion du Personnel, y a-t-il eu des améliorations dans les conditions de travail ?

■ Si on veut. Au lieu de faire des semaines de 50 heures on en fera des de 25 heures ou 30 heures. Alors comme on est payées

au SMIG horaire, ça fait pas une paye mirobolante à la fin du mois.

- Combien ça vous fera pour octobre ?

■ Je compte 800 F mais à peu près 200 F de sécurité sociale, chômage, assurances etc.

- 600 F, mais vous gagneriez 400 F au chômage ?

■ C'est vrai, mais une femme au chômage c'est une femme au foyer et je ne veux absolument pas être une femme au foyer. Je veux travailler.

- Et pourquoi désirez-vous tant que ça travailler ?

■ Parce que comme ça je rencontre des gens, j'échange des idées et je me bats pour obtenir des améliorations dans mon travail, parce que ça me permet d'être vraiment, d'avoir un rôle dans la société.

DES EMPLOYES DE MARIOTT.

Post-scriptum

Une des participantes à la rédaction de l'article vient d'être licenciée, après un mois d'essai. Elle avait particulièrement contribué au développement de l'activité syndicale !!!!!



1917

1977

OCTOBRE

aujourd'hui

Rassemblement national

Dimanche 6 Novembre
Mutualité-Paris de 13 à 22 H

Les leçons d'octobre et les tâches des marxistes-léninistes

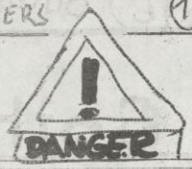
L'HUMANITE ROUGE

Un car partira de NANTES le matin.
Rendez-vous Place Viarme à 6 h 30.
Inscriptions sur place

L'HUMANITE ROUGE - NANTES-

entreprise de

nettoyage



AS TU TROUVÉ DU TRAVAIL

OUI COMME FEMME DE MENAGE DANS UNE MAISON DE NETTOYAGE

CE SONT DES VERITABLES MARCHANDS DE MAIN D'OEUVRE, CES MAISONS!

SUR NOUS NAVONS AUCUN CONTRAT. ON MANQUE QUELQUES JOURS ON REVIENT, ON N'A PLUS DE BOULOT - ET LE CHANTAGE QU'ILS FONT!

VOUSETES PAYÉES AU SMIC JE SUPPOSE

OUI, MAIS S'ILS POUVAIENT ILS NOUS PAIERAIENT ENCORE MOINS CHER. MAIS ILS SE RATTRAPENT À LA FIN DU MOIS; ILS NOUS VOLENT TOUJOURS DES HEURES



UNE PERSONNE A FAIT PASSER EN PROCÈS UNE MAISON PARCE QUE CELLE CI LUI A VOLÉ 1000 HEURES

MEME LA MAISON OÙ JE TRAVAIKE EST PASSÉE EN PROCÈS PARCE QU'ELLE A PRIS UN CHANTIER À UNE AUTRE MAISON ET ELLE A DEBAUCHÉ 12 PERSONNES

IL DOIT Y AVOIR BEAUCOUP DE MAIN D'OEUVRE ETRANGÈRE?

DANS CETTE MAISON IL YA SURTOUT DES PORTUGAISES BEAUCOUP ONT DU MAL À S'EXPRIMER EN FRANÇAIS ET NE PEUVENT PAS PROTÈS TER CONTRE LES ABUS

ELLES FONT BEAUCOUP D'HEURES CES FEMMES?

OH OUI! YEN A QUI FAIT 10-12 HEURES PAR JOUR LE MATIN ELLES COMMENCENT À 5H. ET LE SOIR ELLES TERMINENT APRES 21 HEURES



IL YA BEAUCOUP D'ENTREPRISES DE NETTOYAGE SUR NANTES

OH OUI! UNE VINGTAINNE LA MAISON QUI PROPOSE LE MOINS CHER OBTIENT LE CHANTIER

C'EST VOUS QUI SUBISSEZ LES CONSÉQUENCES DE CELA

PLUS ÇA VA, PLUS LE PERSONNEL EST REDUIT MAIS IL NOUS RESTE TOUJOURS LE MÊME TRAVAIL À FAIRE ON ETAIT 10, DUIS 6 ET NOUS AVONS MEME ETE 3 PENDANT PLUS D'UNE SEMAINE

VOUS SERIEZ MIEUX PAYÉES VS BENEFCIETIEZ DES CONVENTIONS COLLECTIVES VOUS AURIEZ UNE GARANTIE D'EMPLOI

ET JE POURRAIS CONTINUER ISOLEMENT LICENCIEMENT... CE SONT VRAIMENT DES ECITES À ELIMINER! C'EST LE BUT DE NOTRE LUTTE: NOUS FAIRE EMPAUCHER DIRECTEMENT SUR LE LIEU DE TRAVAIL SANS PASSER PAR CES INTER-MEDIAIRES



employé(e)s de ces maisons, nous devons tous (toutes) nous sentir concerné(e)s et faire valoir nos droits.

■ employées de **TEN** technique française de Nettoyage
 ■ Syndicat **CFDT** du NETTOYAGE

Boîtes du Nettoyage ...

Salaires et Travail : ça peut s'améliorer

... Si dans ta boîte, il y a une section syndicale, il y aura de vrais délégués, protégés par la loi. Les travailleurs, avec leurs délégués obtiennent alors des améliorations.

VOICI DES EXEMPLES

Les camarades de LAVING GLACES ont obtenu l'application de la convention collective ; ça leur donne, entre autres choses :

- des jours de congés payés pour événements familiaux (mariage, décès, 3 jours de présélection militaire, etc.)
- des jours fériés payés à 100 %
- une prime d'ancienneté (ex. 7 jours de salaire pour 10 ans de présence)
- des sièges dans les camionnettes de transport du personnel
- le respect des règles de sécurité, etc.

Les camarades de la SAFEN FERROVIAIRE ont obtenu :

- des vêtements de travail (bottes, gants, vêtements de pluie).
- Les pourparlers se poursuivent pour obtenir :
- des vestiaires corrects et chauffés
 - une armoire par personne, fermant à clef
 - une trousse de pharmacie, etc...

Les camarades (hommes) de CLARKE SERVICE ont obtenu :

- en Avril, une augmentation de 4,6 % en moyenne, soit à peu près 70 F, pour ceux au SMIG
- des bleus de travail
- un paiement partiel des jours fériés.

Il y a plus de 30 boîtes de nettoyage sur NANTES. Elles se volent les chantiers en baissant les prix.

..... ET NOUS LA-DEDANS ???

Certains sont licenciés.... et ceux qui

restent ont tout le travail à faire, ou parfois, tous ont une diminution d'horaire.

VOICI DES EXEMPLES

LAVING GLACES assurait, il y a trois ans, le nettoyage de la Grande Poste, en moyenne 17 à 18 personnes qui faisaient plus de 40 heures par semaine. Maintenant, c'est OTENETTO, en moyenne 11 à 12 personnes qui font moins de 32 heures par semaine. Et le travail à faire est le même !

Le contrat s'arrête en Novembre. Qui va reprendre ? Peut-être ta boîte ? Avec moins de personnes, ? ou avec moins d'heures ?

A la S.N.I.A.S. (constructions d'avions) LAVING GLACES perd le chantier en 76. C'est la T.F.N. qui le reprend. Elle veut licencier du personnel. Le syndicat s'y oppose et gagne devant le tribunal des Prud'hommes.

A la C.P.I.O. (grosse usine de caoutchouc pour voitures) ; le chantier est passé de LAVING GLACES à G.P.N.

Depuis le 25 septembre 77, le nettoyage des wagons à la gare, est passé de la SAFEN FERROVIAIRE à LAVING GLACES.

|| Aujourd'hui tu es dans une boîte.

|| Demain, tu peux être vendu à une autre boîte avec le chantier.

SYNDICAT CFDT

du Nettoyage

la culture à Rezé et la bureaucratie municipale

Un programme pourtant intéressant.

Pour le mois de novembre, la M.J.C. de Rezé propose : du 16 au 18 novembre, avec la Maison de la Culture de St Nazaire, une animation contre "la Peine de Mort".

* mercredi 16 novembre, avec Badinter ou Goldman, débat où seront invités : Ligue des Droits de l'Homme, Libre Pensée, Amnesty Internationale, les profs de français des lycées et C.E.S. de la ville, avocats, magistrats, éducateurs, élèves et population.

* vendredi 18 novembre, la troupe Marc Vidal jouera : "le dernier jour d'un condamné" de Victor Hugo.

Le théâtre de la Chamaille, fait avec les écoles du 1er cycle de la commune, 15 jours d'animation avec Sacapousse, du 21 novembre au 2 décembre.

* Le 2 décembre, la compagnie Granier Rauther, donne une excellente pièce : "La surface de Réparation".

UNE LOGIQUE DE PROPAGANDE

En effet, les 2 premières animations ne peuvent avoir lieu au théâtre municipal de Rezé, rénové et terminé. Car ces messieurs de la municipalité socialiste se réservent l'inauguration le 2 décembre dans leurs perspectives électorales.

Ces deux animations ne pourront donc se faire que dans une minuscule salle de 100 places : la salle Jean Jaurès. La troupe jouant "la Surface de Réparation" devra faire avec un arbre de Noël qui sera déjà posé 12 jours avant pour le 15 décembre et ne bénéficiera que de 4 heures pour préparer :

12 jours pour un arbre,
4 heures pour une troupe.

De qui se moque t'on !...

Correspondance A.P.L.

RENOVUEUR DE LIVRET MILITAIRE PROCES à Nantes le 6 décembre

Bernard THOUZEAU sera jugé au Tribunal Correctionnel de NANTES le 6 décembre 1977, à 16h00, pour RENVOI DE CARTE MILITAIRE.

TOUS AU PROCES

Venez assister au Procès, le 6 décembre 1977 à 16h00 à Nantes (rendez-vous dans la Salle d'audience).

Témoins au Procès peut-être) :

- Général de la Bollardière, 1 paysan de FONTEVRAULT, 1 renvoyeur de livret non encore jugé, et d'autres...

Envoyez des lettres ou des télégrammes de soutien, à :
Monsieur le Président du Tribunal Correctionnel,
Audience du 6 décembre 1977 -
44000 NANTES,
et demandez la relaxe. Si possible, adressez un double à Bernard.

Vous pouvez aussi renvoyer vos livrets militaires : ils seront postés le jour du Procès. A dressez-les à l'une des personnes ci-dessous : (mêmes adresses pour le soutien financier)

- Robert A. JANIN 95, rue Octave de Rochebrune 85200 FONTENAY-le-COMTE.
- A. BOUCHER Cité Bretagne A 161 49300 CHOLET
- B. THOUZEAU 50 CI Rue du Calvaire de Grillaud 44100-NANTES



Fertilisants
de l'Ouest

Le procès en appel du patron de la Sté des Fertilisants de l'Ouest, qui devait avoir lieu le 26 octobre, a été repoussé pour la troisième fois, sans date connue. Nous publierons, quand le procès sera annoncé, toutes les informations concernant l'indemnisation des familles en cas de décès par accident de travail.

proces repoussé

L'URBANISME DEMOCRATIQUE ?

Le P.C.F. parle :

Mardi 18 au centre social de la Bernardière ou le P.C. organisait une réunion sur le thème de l'urbanisme, nous avons eu droit de la part de Mrs Topaloff et Cohen sociologue et architecte, professeurs à l'école d'archi., tous deux conseillers auprès du Comité Central du P.C. à ce genre de vérités truquées :

- J.L. Cohen fit porter la politique de densification des villes sur le pouvoir actuel qui favoriserait les promoteurs. Ignorait-il les travaux de Engels ou de Marx sur ce problème : à cette époque (XIXe) l'exode rural battait déjà son plein et si les immeubles d'Haussman ne comportaient pas plus de sept étages c'est bien parce que la tour Eiffel et le béton armé n'allait naître que vingt ans après, cette caricature en témoigne : (caricature reproduite dans le livre de Guénard "histoire du logement social" éditions sociales)



oui je fais rajouter 2 sous-sol quand il n'y a
aura pas de locataires j'y ferai pousser des
champignons...

oui ! je fais rajouter deux sous-sols, quand il n'y aura pas de locataires, j'y ferai pousser des champignons (d'après Daumier)

Mr. Cohen se fait là, le propagandiste d'un parti qui attaque la mauvaise politique du parti au pouvoir, en nous assurant que le sien fera une bonne politique, il nous cache ainsi ce qu'il sait pourtant sûrement : que c'est le mode de production capitaliste qui est la cause de la densification des villes. Pourquoi n'en fait-il donc pas du tout mention ?

- Madame Brémont, conseillère municipale à St Herblain, future candidate aux législatives, déclara sans sourciller que le P.O.S. de sa com-

mune (établi évidemment par l'ancienne municipalité, était scandaleux, parcequ'il divisait le grand rectangle constitué par St Herblain, en une multitude de petits carrés et rectangles de couleurs, que c'était un vrai charcutage. L'assistance assez largement complaisante, comme en ce genre de réunion, goba la nouvelle. Plus il y a de couleurs plus ça peut faire joli après tout et le scandale pour un P.O.S c'est qu'il s'attaque aux classes populaires, organisant pour la bourgeoisie, la maîtrise planifiée du sol organisant la promotion ou la disparition de la petite paysannerie par exemple.

La dame (qui s'est probablement imaginé, qu'il suffit d'être élue et présidente de séance pour avoir l'autorité qui permet de dire n'importe quoi) retombe alors dans une critique purement fonctionnaliste du P.O.S. déplorant les zones qu'il cré....etc....

- Enfin, la perle : un membre de notre comité s'étonna en brandissant le supplément local de l'humanité dimanche, d'y trouver sur six pages :

- un quart de page pour le salon de la maison individuelle (voir A.P.L. n° 1 du 11 octobre)

- une pleine page de publicité débile pour conforama (les étoiles, le présentateur sympa, une maison individuelle à gagner en 1er prix d'un concours)

Juste auparavant, J.L.Cohen, avait souligné le vol organisé que représentait l'achat d'une maison individuelle, véritable ruine au bout de vingt ans, le poids très lourd des traités à payer, la propagande du pouvoir actuel qui mise tout sur l'individuel.

En réponse à la question, Topaloff répond : "C'est une grande victoire de la presse démocratique que d'accueillir dans ses colonnes de la publicité"

Les mots ont-ils le même sens pour tout le monde ? Demander à la bourgeoisie de financer une presse censée la combattre, ça s'appelle plutôt une défaite et ça pose des problèmes quant au danger que peut ressentir le syndicat des constructeurs de

maisons individuelles qui vole des milliers de travailleurs chaque année, à l'arrivée de la gauche et du P.C. au pouvoir quand il la favorise par son financement.

La presse démocratique, c'est bien plutôt celle qui se débrouille avec le seul argent de ses lecteurs et correspondants, comme l'A.P.L. sur la région par exp. et non avec l'argent du pouvoir comme MANPOWER (le marchand d'homme international) qui finança le premier information-débat quand trois cent intérimaires étaient licenciés de DUBIGEON, comme Conforama.

C'est d'autant plus grave que Conforama et le syndicat des constructeurs choisissent effectivement un support de presse destiné aux couches populaires donc favorable à leurs pubs (on ne verra pas sur I.D. ou l'H.D. de pubs pour les luxueux appartements des remparts de Kerjouano)

Tout cela ne pouvait que poser des interrogations sur la crédibilité du reste des propositions :

- volonté du P.C. de rendre transparent tous les dossiers municipaux !!
- autonomie communale (la liberté pour la classe ouvrière locale de se faire exploiter par la bourgeoisie locale)
- réforme de l'état
- vertu des nationalisations en matière d'urbanisme
- augmentation du pouvoir d'achat populaire (vu les réserves monétaires et le respect que le mode de production inspire au P.C. ça veut dire "retrouvez vos manches" (Thorez en 45) ou renforcement de l'impérialisme français)

La sauce démocratique versée sur tout cela :

- développement de la vie associative
- les élus au service de la population (jamais ne fut prononcés les mots "populaire ou classe ouvrière") ne purent nous faire oublier l'affabilité hautaine de ces techniciens, qu'il faut mettre au service des élus comme le disait Pierette Brémont. Pas question d'agitation ou d'information populaire différente que celle qui rassemble Conforama et les mensonges cités dans un même mépris du cochon de payeur et du cochon d'électeur.

Place - collectif aménagement

Stage "Culture et Liberté"

"Comprendre la Vie Politique"
un stage de "Culture et Liberté"
du 5 au 9 décembre 1977

F.J.T. 9 bd. Vincent Gache
44200 NANTES

- le pouvoir aujourd'hui, en droit, en fait - les partis - les projets et programmes pour 78 - la vie politique à travers la presse.

Possibilité de faire ce stage en congé - éducation ouvrière, cadre jeunesse, formation permanente.

Culture et Liberté
30, rue de la Boucherie
44000 NANTES tél. 71.35.24

Soirée - débat sur le terrorisme à la...

M.J.E.P. St-NAZAIRE

le 3 novembre
21 heures

La galerie d'actualités organise une soirée sur le terrorisme à travers :

- le groupe Baader - Meinhof
- l'affaire Klaus Croissant

Deux documents :

- le film "de qui dépend que l'oppression demeure ?" sur la prison de Stuttgart par le collectif I.S.K.R.A.
- film vidéo : "dernier appel de Schleyer aux autorités allemandes"

Participants :

- J.M. Bouguereau (journaliste à libération)
- Mr Tubiana (mouvement d'action justice)
- le professeur Soulier (mouvement action justice)

A PROPOS de "LA UNE"

Nous avons attendu longtemps pour informer les lecteurs de l'APL d'un projet qui nous concerne tous pourtant de très près : le lancement d'un autre journal, "progressiste et d'information populaire", à grands moyens, sur le département.

Nous avons attendu longtemps, à l'écoute depuis mars 76 au moins de plusieurs projets successifs, qui ont donné naissance, à présent, à "La Une" (c'est le titre qu'ils ont adopté).

— A l'écoute, mais pas INFORMÉS : ce que nous avons su, nous l'avons su par hasard ou par ruse, puisque tenus à l'écart de toutes ces initiatives, et tenus à l'écart MEME par les journalistes amis de l'APL de longue date, en principe du moins, journalistes qui ne manquaient pas de leur côté de tirer de nous, sans aucune obstruction de notre part, toutes informations utiles sur nos intentions, nos méthodes et nos moyens.

— En septembre, un peu lassés, nous avons tapé du poing sur la table, et exigé au minimum : une rencontre immédiate avec l'équipe de "La Une".

— Nous avons obtenu cette rencontre. Elle a eu lieu. Une situation de concurrence est désormais créée, qui peut mener à l'affrontement, ou ne pas mener. Examinons ce point avec attention.

Que dit le projet

"La UNE"

1 - DANS UN PROSPECTUS QUI CIRCULE PLUS OU MOINS PUBLIQUEMENT, "LA UNE" SE DEFINIT :

"Un hebdo pour la Basse-loire... Un nouveau journal va naître prochainement dans notre département. La raison d'être de cet hebdo : une information plus libre, plus proche de la vie des gens et plus à même de rendre compte des contradictions sociales (...)

Pourquoi ? Parce qu'il y a de plus en plus d'habitants de la région qui sont insatisfaits de la presse actuelle et souhaitent une information INDEPENDANTE* exprimant mieux leurs aspirations et leur donnant de meilleurs moyens de comprendre le sens des événements régionaux.

Parce qu'il y a un créneau en Loire Atlantique (...) IL N'Y EXISTE PAS D'HEBDOMADAIRE DE CE GENRE (...)*

Quel contenu ? Journal d'information (...) notre engagement se situera d'abord dans la façon de choisir les informations et de les traiter (...)

C'est non seulement combattre les falsifications, ou pire, les omissions, mais c'est aussi armer les forces populaires.

Bien sûr ce n'est pas neutre... Journal progressiste : (...) sachez que nos opinions sont diverses (...) mais que nous voulons tous favoriser la montée du socialisme.

Les uns se situent dans le cadre de l'Union de la Gauche, les autres tout en souhaitant sa victoire, croient que le mouvement populaire ne se résume pas seulement à cette expression; d'autres encore soulignent que place doit être faite aussi à la dissidence, voire à la marginalité.

Journal populaire (...) nous visons un public large, mais pas en flattant avec démagogie les préjugés ordinaires, mais par la clarté et la simplicité (...)

Nous aborderons tous les problèmes de la vie courante, sports, loisirs, spectacles, tout autant que les problèmes politiques et sociaux.

Qui est à l'origine ? (...) des gens ayant une expérience de l'information (...), un certain nombre de militants de gauche (1) ayant déjà une pratique municipale et locale importante (...), un certain nombre de militants d'extrême gauche (2) qui avaient été amenés à réfléchir sur les causes des déformations que les attitudes dogmatiques

(1) - notamment François Autain

(2) - notamment Yannick Guin

* c'est nous qui soulignons.

ou sectaires faisaient peser sur nombre de publications progressistes (...)

Il y aura 4 ou 5 rédacteurs permanents (3) dans le journal, car nous ne voulons pas céder à l'amateurisme et à l'improvisation.

Mais au nom de quoi les journalistes seraient les seuls à pouvoir informer ? Nous comptons sur une large collaboration de ceux qui se reconnaîtront dans ce projet, en même temps que nous favoriserons les libres opinions des individus, groupes, partis, syndicats, associations (...).

Prix du numéro 3,50F., format tabloïd comme le *Matin* de Paris ou *Libération*, 20 pages (...).

Il nous faut 500 000 NF (50 millions). L'équilibre sera atteint avec 7 000 exemplaires vendus en kiosques en décembre 1978 (...)"

(3) - journalistes qui ont demandé de façon expresse à ne pas être cités.

Observations

a) - "La Une se dit en réaction contre le sectarisme. Elle dit vouloir informer contradictoirement. Son premier texte d'information du projet laisse mal augurer de la suite : nous apprenons avec surprise que nous n'existons pas; "il n'existe pas d'hebdo de ce genre".

Pourtant, le public qui nous lit et lira peut-être "*La Une*" est partiellement identique. A la limite, on laisse entendre qu'il y a accord, ce qui est faux.

b) - Politiquement, les trois composantes de "*La Une*" sont : Union de la Gauche, extrêmement gauche favorable à l'Union de la Gauche ; d'autres soulignant que place doit être faite aussi à la dissidence, voire la marginalité.

La situation actuelle de l'APL est différente. Nous sommes nous, complètement indépendants de l'Union de la Gauche, sans pour autant la boycotter dans nos colonnes (interview de Chenard candidat P.S. à la mairie de Nantes, entre les deux tours).

c) Le journalisme professionnel... "*La Une*" fait une profession de foi, style APL de "l'expression de tous les groupes etc..." mais emploiera cinq journalistes professionnels, progressistes, qui rédigeront eux-mêmes le journal.

Il y a là une vraie différence: Nous ne sommes pas bornés : d'ailleurs plusieurs d'entre nous (une minorité) doivent être considérée pratiquement comme des semi-professionnels de l'information.

Nous prouvons, nous, par notre existence, qu'une information populaire, indépendante, et de qualité honorable peut se faire par des non-professionnels: Groupes, correspondants d'entreprise, etc... écrivent eux-mêmes à l'APL, que nous confectionnons actuellement en amateurs avec des réunions de rédaction ouvertes à tous et où d'ailleurs de plus en plus de monde vient participer.

que voulons nous, nous l'apl ?

L'APL est connu sur Nantes et ses environs. Apprécié, mais avec des réserves pour une frange des lecteurs - Pourquoi ? Sûrement parce que tout en privilégiant la pratique, l'expérience, nous n'avons pas eu le souci de définir clairement nos buts.

L'APL veut privilégier l'expression directe populaire tout en étant conscients que ce n'est pas du jour au lendemain que cet objectif sera atteint.

C'est en ce sens que nous sommes très méfiants à l'égard du professionnalisme et que nous nous définissons plus comme des militants semi-professionnels de l'information.

L'APL est autonome par rapport aux forces politiques traditionnelles. Nous sommes très attachés à notre indépendance à l'égard de tous ceux, Etat, argent, partis ou groupes, qui incarnent dans notre région, notre ville, la dictature du profit ou la bureaucratie d'Etat.

Il y a une crise très profonde de la société capitaliste. Nous sommes parmi les forces et les courants qui sont sans illusions sur l'imminence d'un changement.

Le socialisme, le vrai, ne frappe pas à notre porte. De là notre malentendu permanent avec tous ceux qui convaincus que le programme commun allait ouvrir cette porte, n'acceptaient que très mal une autre expression.

L'APL s'efforce de populariser les luttes notamment au sein des couches populaires. Ces luttes se situent dans des secteurs variés et remettent toutes, en cause, à leur manière la logique capitaliste : luttes ouvrières, paysannes, luttes des femmes, des étudiants, dans les quartiers, par rapport à la délinquance, la vie sur les quartiers, dans les prisons, par rapport à la psychiatrie, l'armée, le racisme, au nucléaire etc....

Tels sont nos buts, nos acquis, notre expérience qui tous nous semblent importants.

Il est bien clair que notre projet n'a de sens que s'il dépasse largement les limites actuelles des 1100 exemplaires et s'oriente résolument vers l'objectif des 30 ou 4000.

C'est en ce sens que l'APL a changé de formule, a pris les moyens minimum d'un réel développement : local et téléphone, que nous développons massivement la vente en kiosques, et que nous effectuons de l'affichage.

C'est en ce sens qu'une concurrence telle que nous la propose, de fait, aujourd'hui, "La Une" ne nous semble ni viable, ni intéressante.

Concurrence, car à y regarder de près, si des divergences importantes existent entre l'APL et le projet "La Une", il ne nous semble pas qu'il y ait forcément un fossé (pour une partie, les porteurs du projet "La Une" ne sont pas très éloignés de l'APL).

A tout le moins, le développement de l'APL peut se trouver fort compromis par la sortie de "La Une".

Concurrence un peu déloyale aussi : les moyens financiers et matériels que veut se donner "La Une" sont sans rapport avec ceux dont nous pouvons disposer actuellement.

Déloyale aussi, parce que, "La Une" ne manquera pas d'une manière ou d'une autre, de tirer profit de notre pratique.

Concurrence qui se manifeste déjà aujourd'hui dans la campagne de souscription lancée par l'APL et le projet "La Une", où plusieurs fois nous avons sonné aux mêmes portes.

Quant aux journalistes, réellement en rupture avec la presse traditionnelle, aux militants, de gauche ou non, effectivement présents sur le terrain des luttes, qui portent le projet de "La Une" sur les bases que nous venons de définir, nous sommes prêts à discuter avec eux de l'éventualité d'un journal commun sur la Basse Loire.



Il n'y a pas de sectarisme de notre part et il n'y en a pas eu.

Il ne peut y avoir deux hebdomadaires sur la Basse Loire qui se voudraient porteurs des mêmes aspirations.

Un hebdomadaire sur la Basse Loire autonome par rapport à une Union de la Gauche bien affaiblie, qui s'oriente résolument vers une expression directe des travailleurs ; qui s'inscrit radicalement dans les luttes et expériences populaires régionales est viable et peut avoir une grande audience.

Le projet de "La Une", aujourd'hui, dans la situation actuelle, ne pourrait que jeter le trouble et retarder d'autant l'hebdomadaire que nous voulons construire.

Une seule condition, maintenant, déterminer cela : que les lecteurs de l'APL, ses amis, et aussi ceux sollicités par le projet "La Une", prennent la parole et entrent en force dans le débat.

le compte-
rendu qui
c'est qui le
fait ?

scènes de la survie
qu'on joue mal...

MERDE! ON A DIT QUE
LES REUNIONS COMMEN-
CAIENT À 9H PETANTES

BEN TU VOIS BIEN... YA
PERSONNE... COMME
TOUJOURS...

MOI JE POURRAIS PAS VENIR AUX
REUNIONS LE MARDI, FAUT QUE JE
M'OCCUPE DE MES MOMES

QUI C'EST QUI NOTE?...
À CHAQUE FOIS JE ME
L'TAPPE.. RAS LE BOL!

FAUDRAIT P'TÊRE PASSER
L'INFORMATION SUR LA DER-
NIÈRE RÉUNION...

T'AS PAS SOIF TOI ?
SAUOPERIE DE STYLO!



YA PAS D'ORDRE DU JOUR? FAUT FAIRE
UN ORDRE DU JOUR .. MERDE!

BON PAS TOUS A LA FOIS
CET ORDRE DU JOUR ON LE
FAIT AVANT OU APRÈS LE
COMPTE RENDU DE LA
DERNIÈRE REUNION ?

BEN C'EST DÉJÀ UN ORDRE
DU JOUR QUE TU PROPOSES!

MOI JE PROPOSE UNE
MOTION POUR OUVRIRE UNE
FENÊTRE... VOUS M'AGGRES-
SEZ AVEC VOS CLOPES!

CHUI D'ACCORD AVEC LA COPINE,
FAUDRAIT MÊME VOIR À REDUIRE
SERIEUX LES CLOPES. C'EST PAS
PARCEQUE LA CAMPAGNE
ANTITABAC DE SIMONE EST DE
DROITE QUE LE TABAC EST DE
GAUCHE, C'EST VRAI QUOI MERDE!



BON ALLEZ ON N'AVANCE PAS!
OÙ ON EN ÉTAIT ?

DEMERDEZ VOUS, MOI
J'AI PAS EU LE TEMPS
DE BOUFFER AVEC TOUT
ÇA...

MOI J'ME TIRE, JE
BOSSE DEMAIN ET
CHUIS CREVÉE

Ouais PIS ON AVAIT DIT QU'ON
TERMINAIT À MINUIT PILE,
MOI J'ME BARRE AUSSI

VOUS ÊTES CHIÉS DE VOUS
BARRER JUSTE QUAND
LA REUNION COMMEN-
CAIT A TOURNER ...

YA PAS À CHIER FAUT QU'ON
COMMENCE LES REUNIONS PLUS
TÔT C'EST LE SEUL MOYEN!

AU FAIT QUI C'EST QUI
FAIT LE COMPTE REN-
DU DE TOUT ÇA POUR
LA PROCHAINE FOIS?



ETC... ETC...

SOUSCRIP

De l'espoir, la souscription démarre enfin, mais doucement... alors, tous à vos portefeuilles.

Je souscris à APL Informations Régionales
Nom..... Prénom.....

Ci-joint, un chèque de.....

Libellez le chèque à l'ordre des Nouvelles Editions de l'Ouest.

TION

PERMANENCES

L'APL a une permanence tous les jours de 17 à 19 heures, au 26 bis boulevard R. Schumann à NANTES.
Téléphone : 76.26.33.

N'hésitez pas à venir ou à téléphoner.

12 n° : 20 F..... soutien : 30 F.
24 n° : 40 F..... soutien : 60 F.
48 n° : 80 F..... soutien : 100 F.

NOM..... PRENOM.....

ADRESSE.....

Conditions spéciales d'essai : trois numéros gratuits pour : Nom, prénom, adresse :.....

Libellez le chèque à l'ordre des "Nouvelles Editions de l'Ouest" et adressez-le à :
APL, 26 bis boulevard R. Schumann 44300 NANTES.

ABONNEMENT

REUNION PUBLIQUE tous les vendredis

à 21h

LES TEXTES DOIVENT ARRIVER A 20 h (secrétariat)